

**Jeudi 12 février**  
**Communiqué de presse interassociatif**



## **La France déserte la lutte contre les pandémies, abandonne les malades et coupe de plus de moitié sa contribution au Fonds mondial**

La France couperait sa contribution au Fonds mondial pour les trois prochaines années de 1 milliard d'euros, soit 60% de réduction par rapport à sa contribution précédente, selon France Info. Cette nouvelle intervient dans le cadre du conseil d'administration du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui se tient actuellement à Genève.

*« Nous sommes révoltés par cette démission de la France vis-à-vis des malades, de ses engagements internationaux et de la coopération multilatérale. Les coupes passées produisent déjà des effets dévastateurs dans les pays partenaires. La France abandonne et met à mort des millions de personnes »* déplore Camille Spire, Présidente de AIDES et porte-parole de l'ensemble des organisations.

La France s'était déjà distinguée par son absence lors du Sommet de reconstitution des ressources du Fonds mondial du 21 novembre dernier : ni Président, ni annonce de contribution pour les trois prochaines années, une première depuis la création du Fonds mondial, seulement une déclaration du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères indiquant que la France renouvelait son plein soutien au Fonds mondial comme seule trace de la France à ce Sommet.

Florence Thune, directrice de Sidaction, déclare : *« L'aide publique au développement a été drastiquement réduite en France et le Fonds mondial en paie davantage le prix. En coupant sa contribution de 60% au Fonds mondial, la France assume la pire coupe de tous les pays du G7 et déserte la lutte mondiale contre les pandémies et la santé mondiale ».*

La France n'a pas seulement sabré dans l'aide publique au développement : le gouvernement entend en imputer la responsabilité aux parlementaires alors même que la fixation des montants des lignes budgétaires relève de la seule responsabilité de l'exécutif, au prétexte de négociations budgétaires intervenues dans le cadre d'un budget adopté sans vote du Parlement, par le recours

à l'article 49-3. En effet, le mardi 3 février dernier, l'Assemblée nationale a voté de manière claire et unanime le projet de résolution européenne porté par le député Arthur Delaporte « visant à sauvegarder et renforcer le financement en faveur de la lutte contre le VIH » et appelant la France à renforcer sa contribution au Fonds mondial.

Cette manœuvre illustre une stratégie délibérée : se défausser, travestir la réalité et masquer des choix politiques brutaux, lourds de conséquences.

Les associations exhortent le gouvernement à prendre ses responsabilités et arrêter ces double-discours. Elles rappellent au Président Macron que la politique étrangère fait partie du domaine réservé du Président de la République. Il lui incombe donc d'apporter la correction nécessaire au regard de sa responsabilité et du leadership de la France en matière de santé mondiale. Faute de quoi, la France sera comptable des abandons et des millions de morts qui en découleront.

Contact presse :

Delphine Attal, AIDES : [dattal@aides.org](mailto:dattal@aides.org) / +33 615 35 08 18

Sophie Baillon, Amis du Fonds Mondial Europe : [sophiebaillon@friendseurope.org](mailto:sophiebaillon@friendseurope.org) / +33 6 27 38 16 53

Charlotte Grignard, ONE : [Charlotte.Grignard@one.org](mailto:Charlotte.Grignard@one.org) / +33 6 22 41 00 41